



Autoroute Castres - Toulouse

Comité de suivi le miroir aux alouettes

19 novembre 2010

Nous ne participerons pas ! ...

... car il y a parfois des contextes où la stratégie de la chaise vide est le seul choix cohérent et efficace.

Le collectif RN126 a été invité par le préfet de région à participer au comité de suivi du projet autoroutier Castres - Toulouse. Et cette invitation nous la refusons, car notre démarche n'est pas de limiter les dégâts d'une 2x2 voies imposée et inadaptée, mais de montrer que l'on peut faire autrement, de façon plus responsable et au bénéfice de tous.

Ce comité ne se penchera que sur les caractéristiques de l'autoroute, et exclusivement sur elles. Que ferions-nous dès lors dans des groupes de travail, où il sera question de choisir pour la forme entre telle ou telle option mineure, alors que le véritable enjeu est la recherche d'une solution plus responsable ?

En juin dernier, l'Etat a tranché en faveur de l'autoroute en refusant d'étudier les alternatives plus écologiques, se moquant du 2nd principe du Grenelle :

« ... Ce sera aux projets non écologiques de prouver qu'il n'était pas possible de faire autrement. ... C'est une révolution dans la méthode de gouvernance de notre pays totale et nous allons appliquer immédiatement ce principe à la politique des transports... »

Discours de clôture du Grenelle 27 oct. 2007

Une autoroute n'a rien d'écologique, et cette décision de non sens devrait conduire chacun à s'interroger sur les réelles motivations de l'Etat. Ce n'est pas, pour sûr, les belles intentions du Grenelle, l'intérêt collectif, et l'utilité publique.

C'est pourquoi, nous créons notre propre comité de suivi, qui sera au service d'un contre-projet répondant aux besoins du sud Tarn, de façon plus équitable, plus respectueuse de l'environnement, et bien plus raisonnable financièrement pour la collectivité.

L'autoroute n'est pas encore décidée, et que ses partisans ne se réjouissent pas trop vite. Ils peuvent compter sur notre volonté pour dénoncer les insuffisances et les incohérences des études de l'Etat, faire valoir d'autres solutions, et ...

... rappeler aux élus leur raison d'être : rechercher le meilleur pour leur territoire et sa population.